L'archéologue demande qu'on laisse à Aix avec ses feuillés, son titre d'Athènes méridionale, comme Aix, intime à sa puissante voisine, l'empereur marre.

Le Président a remis la Croix de la Légion d'honneur à M. Pizon, doyen de la faculté de droit, et a distribué un certain nombre de palmes académiques.

M. Félix Faure visite ensuite l'Hôtel-de-Ville où le maire lui souhaite la Bienvenue. Puis il va visiter l'hôpital. Il part ensuite pour Arles.

A ARLES

Arles, 8 mars. — Le train présidentiel arrive à 1 h. 29. Sur le quai de la gare le maire M. Martin souhaite la bienvenue au Président de la République.

Le cortège se forme aussitôt pour se rendre à l'hôpital. Sur tout le parcours, la foule bruyante et gaie salue dans des acclamations les noms de Félix Faure et de Bourgeois.

La visite de l'hôpital terminée, le président se rend aux arènes.

Le spectacle est merveilleux. Tous les gradins sont bondés de spectateurs.

Au-dessus de la loge présidentielle sont groupées les plus belles arlésiennes en costume du pays de toutes les époques.

Mlles Guérard et Chabaud adressent au président de la République un compliment très bien trouvé.

M. Félix Faure et les ministres les embrassent aux acclamations de la foule.

Puis a lieu un superbe défilé d'Arlésiennes.

Comme souvenir de son passage à Arles, le comité des dames offre au président une poupée costumée en Arlésienne.

Le *Farandole* et la *Ferrade* ont été des plus réussies.

Le train repart à 3 h. 28.

A AVIGNON

Avignon, 8 mars. — C'est au cri de vive la République que le train arrive en gare de Tarascon. Les membres des corps constitués et les fonctionnaires sont rangés sur le quai; devant eux trois jeunes filles arborant des bouquets qu'elles offrent au président à sa descente du train.

Comme l'arrêt à Tarascon n'est que d'un quart d'heure, la municipalité a fait élever une tribune derrière la gare. La place et les rues adjacentes étant en contre-bas, la population *alors est massée pour voir le président*, qui apparaît à cette tribune comme sur un balcon.

Les cris de : Vive la République ! Vive Faure ! Vive Bourgeois ! retentissent très nourris.

Il y a bien un cri : « démolition de Séménx », mais il n'a rien de bien étonnant, nous sommes à Tarascon.

Quelques minutes avant 4 heures, le train repart pour Avignon, où une brillante réception était préparée. Le président de la République est reçu aux cris de : Vive la République ! Vive le Président ! Vive Bourgeois !

Après les réceptions de la Préfecture, le président se fait pour Valence au milieu des vives acclamations de la population.

A VALENCE

Valence, 8 mars. — Aussitôt l'arrivée du train présidentiel en gare de Valence, les réceptions ont commencé. Toutes les autorités de la ville ont été présentées à M. Félix Faure. La population tout entière massée aux alentours et sur lesquels de la gare, acclame le président.

Le nombreux cris de : Vive la République ! Vive Félix Faure ! Vive Bourgeois ! se sont fait entendre.

A certain nombre de bouquets sont remis au président de la République pour Mme Félix Faure.

Les delégués sénatoriaux de Paris

Paris, 8 mars. — Le conseil municipal s'est réuni hier pour procéder à la nomination de 30 délégués et de 8 suppléants, en vue de l'élection sénatoriale de la Seine du 12 avril. Mais, à 5 heures, le quorum n'étant pas atteint, la séance a été levée et renvoyée à mardi prochain.

Les espions de Nancy

(Nouveaux détails)

Nancy, 8 mars. — Un sergent-fourrier du 26e de ligne, en garnison à Toul, arrêté sous l'inculpation d'espionnage, a dénoncé plusieurs individus, dont l'un habitant Nancy, comme étant ses complices.

J'aide du signalement fourni par ce sous-officier, la police de sûreté s'est rendue mardi au domicile du sieur Lévy Mayer, âgé de trente-quatre ans, habitant chez ses parents, marchands place du Marché et demeurant rue des Ponts.

Malgré ses dénégations, Lévy avait été gardé à vue. Vendredi matin, le commissaire spécial de surveillance administrative, accompagné des agents Mauzac et Thouvenel, procédait à une perquisition au domicile de l'inculpé.

On ignore encore si cette perquisition a été fructueuse, bien que plusieurs papiers aient été saisis. Depuis, le plus grand mystère est observé par la préfecture et par le service de la sûreté.

Lévy entretenait une femme nommée Madeleine Coumy, âgée de 26 ans, originaire de Frouard, habitant à Nancy, rue du Lavoir-Saint-Jean.

Aucune perquisition n'a été opérée au domicile de cette femme, qui n'a appris l'arrestation de son amant que par la rumeur publique.

Les complices

Le sous-officier arrêté est le principal coupable et le plus compromis. Ce sous-officier, qui était rengagé, faisait des dépenses exagérées et soudaines de ses moyens. Sans mener la vie à grandes guides, il « faisait la noce », ainsi qu'on dit vulgairement.

C'est donc pour se procurer les ressources nécessaires à son folle existence qu'il trahit sa patrie et de livrer à l'Allemagne les secrets dont il pouvait être détenteur ou les renseignements que sa situation de sous-officier française lui permettait de faire. On ne sait encore quelle est la nature des pièces livrées par lui, mais l'accusation paraît fortement établie contre lui, et il est avéré, dès à présent, qu'en échange de ses services, il a reçu de l'argent allemand.

Nouvelle arrestation

J'apprends, au dernier moment, l'arrestation du nommé Martin Just, sous-officier saxon, qu'on cherchait à Nancy une place de jardinier-horticulteur et achetait aussi des bicyclettes de luxe. Cet individu vivait avec une femme, qui sera interrogée.

DRAME MYSTÉRIEUX

Audience du 8 mars

Riom, 8 mars. — Au début de l'audience de ce matin, l'avocat général lit à la page.

L'œuvre à laquelle on vous convie, Messieurs les juges, devez-vous l'accomplir ? Quelles en seront les conséquences ?

Le procureur-général explique les dispositions du code pénal en ce qui touche l'affaire et prétend qu'en l'espèce il n'y a pas lieu à revision.

Successivement son réquisitoire, l'avocat général prend la scène du crime.

La famille Cauvin, dit-il, abuse de la crédulité publique. Elle a trompé son avocat, trompera-t-elle le jury ? Le doute est pour nous.

Il résule ensuite, un à un, les arguments de la défense.

L'audience est suspendue à 11 heures ½.

Riom, 8 mars. — L'audience est reprise à deux heures. L'avocat-général reprend le réquisitoire. Il aborde l'examen des charges matérielles relevées contre Cauvin et soutient étonnamment l'accusation.

Arrivant à la question de faux témoignage, l'avocat-général se refuse à y croire.

C'est une vérité judiciaire qui a été proclamée, s'écrie-t-il, et il n'est pas possible aujourd'hui de vous croire, *Marie Michel*.

L'audience est levée à 6 heures et renvoyée à demain.

Faits divers Télégraphiques

(De nos correspondants spéciaux)

TROIS PERSONNES NOYÉES. — Lons-le-Saulnier, 18 mars. — Un terrible accident est arrivé à 5 heures ½ à Lons-le-Saulnier, près du pont de la petite rivière de la Valli-re. Sept personnes étaient occupées à retirer de l'eau un tronc d'arbre qui était placé en travers du pont, lorsque trois d'entre elles furent entraînées par le courant, très fort par suite d'une crue, et disparurent *dans un gouffre*.

Parmi les victimes se trouvent M. Gilles, propriétaire des bains et son fils âgé de 18 ans.

UN DÉRAILLEMENT. — Modane, 8 mars. — Un train de marchandises a déraillé vers une heure cet après-midi, entre les deux tunnels de Modane.

Tout le train, sauf deux wagons, a roulé dans *un remblai*. Le chauffeur et le mécanicien ont été tués.

Deux freineurs et un garde-frein ont été grièvement blessés.

En outre de nombreux bestiaux ont été tués.

Nouvelles étrangères

L'AGITATION EN ESPAGNE

Valence en état de siège

Valence, 8 mars. — La ville a été déclarée en état de siège. Il y a eu trois manifestants blessés. La surexcitation est très grande.

L'ordre est maintenant rétabli mais les plus grandes précautions sont prises en vue d'un mouvement révolutionnaire.

Dernière Heure

Manifestation socialiste

A LEVALLOIS

Paris, 8 mars. — Dès que le résultat de l'élection de M. Rebelle, dans la 2e circonscription de Saint-Denis, a été proclamée, des groupes se sont formés et ont parcouru les principales rues de Levallois. Ses manifestations se sont produites devant le cercle socialiste de Levallois, rue de Gravelle, dont les fenêtres se trouvaient illuminées et qui avait arboré un drapeau, avec l'inscription : Vive le socialisme !

M. Brunet, commissaire du police de Levallois a fait organiser un service d'ordre.

Dans la 4e circonscription de Saint-Denis, la proclamation du scrutin n'a donné lieu à aucun incident.

LA CRISE ITALIENNE

Rome, 8 mars. — De nombreuses lettres circulent au sujet de la formation du nouveau cabinet.

La suivante est celle qui rencontre le plus de crédit.

Présidence du Conseil et Intérieur, M. di Rudini.

Affaires étrangères, M. Brin.

Guerre, général Ricotti.

Marine, amiral Brin.

Finances, M. Giacciardini.

Ministre du Trésor, sénateur Perazzi.

Justice, M. Gianturco.

Instruction publique, M. Gallo.

Postes et Télégraphes, M. Prinetti.

Aucun illustre ne serait encore désigné pour les travaux publics et l'agriculture.

En tous cas, rien n'est définitif.

L'extrême-gauche aurait deux sous-secrétaires d'Etat et peut-être aussi un porte feuille technique.

On considère que le ministère sera certainement consultant demain.

MM. di Rudini, Ricotti et Brin ont longuement conféré sur le programme du nouveau ministère.

Rome, 8 mars. — L'*Opinione* dit que la presse française se trompe en considérant à elle s'imagine que les événements d'Afrique sont de nature à changer la politique extérieure de l'Italie.

La *Tribuna* relève vivement les articles parus dans le *Temps* et autres journaux parisiens qui se permettent de donner à l'Italie des conseils au sujet de la politique africaine, et au roi sur les hommes qu'il devrait appeler au pouvoir, en le sivrant à des menaces à peine voilées.

La presse française continue la *Tribuna* devrait comprendre que son ton conciliant et pacifique, ne saurait influencer sur les dispositions de l'Italie, car ils sont l'expression de sympathies et d'intérêts qui n'ont pas l'Italie pour objet.

Mais le langage des journaux officieux, *je puis vous assurer que le nouveau ministère* sans rompre avec les engagements antérieurs fera son possible pour améliorer les rapports entre la France et l'Italie et pour préparer éventuellement un rapprochement commercial et financier entre les deux pays.

Les journaux de ce matin

De l'Intransigeant :

Le *Figaro* démobrait hier les voix obtenues au congrès par M. Félix Faure et lui prouvait, chiffres en mains, qu'étant le prisonnier des réactionnaires, il n'avait pas le droit de s'évader de leurs mains pour aller rencontrer des ministres dans le camp des radicaux. C'est ainsi qu'ils comprennent la politique !

Le Président de la République est un personnage qui se doit uniquement à sa clientèle. Les aspirations du peuple, ses vœux et ses besoins ne comptent pas. Thévenet a voté à Versailles pour M. Félix Faure.

M. Félix Faure est devenu par ce seul fait, l'esclave de Thévenet, même si celui-ci convainc de tripotages panamistes et sudites, venait écrouer sur le banc des assises, après avoir occupé celui du fauteuil.

M. Félix Faure avait été nommé, paraît-il, pour faire les affaires de ces gens-là, et pas du tout celles de la France. Or, c'est le contraire qui s'est produit, et ils n'en reviennent pas.

Du Soleil :

Crispi avait porté la chemise rouge du garibaldien et l'attaché aussi. Il a fait la faute en laissant des régulies de la politique ou de l'armée ; ils sortaient des bandes du héros des deux mondes, du condottiere de Montévideo, de Marsala, d'Aspromonte et de Mentana.

La chemise rouge fut pour tous ceux qui en furent revêtus, comme la tunique de Nessus. Elle se colla à eux, jamais ils ne purent la dépouiller. Toujours on les reconnut à ce signe.

Le gouvernement de Crispi, la stratégie de Baratieri dérivent de l'esprit garibaldien. La chemise rouge n'a pas porté bonheur à ceux qui l'endossèrent.

Elle fut le symbole d'une politique au service de laquelle fut mis beaucoup d'intelligence et de persévérance et qui, cependant, aboutit à la défaite.

Ce n'est pas un état normal que la fièvre perpétuelle. Après l'abcès, l'abattement et la faiblesse succèdent fatalement.

Du XIXe Siècle :

Pour éviter toute confusion dans l'affaire très touffue des chantages Lebaudy.

M. le président Planteau vient de décider que les débats du procès suivront une marche particulière.

D'ordinaire dans un procès correctionnel, un interrogatoire d'abord lieu des inculpés, puis procède à l'audition des témoins et la parole est ensuite donnée à l'accusé.

On procédera d'autre façon dans l'affaire Lebaudy.

L'interrogatoire du premier prévenu terminé, M. Planteau, au lieu d'interroger le second inculpé, demandera au témoin qui vient de déposer sur les faits reprochés à ce premier prévenu.

Ce n'est qu'après épuisement de la liste de ces témoins, qu'on commencera l'interrogatoire du second inculpé et ainsi de suite, pour les autres.

En un mot, l'affaire des chantages Lebaudy sera décomposée en autant de procès particuliers qu'il y a de prévenus et chacun de ces prévenus sera examiné séparément.

De M. Klotz dans le *Voltaire* :

Voici qu'on parle d'une nouvelle affaire d'espionnage et de trahison.

Nous ne pouvons encore savoir si les bruits qui circulent sont exacts, mais, en tout état de cause, l'attention se trouve attirée sur les lacunes déplorables de notre législation en la matière.

Grâce à la coupable inertie du Sénat, ceux qui commettent de pareils forfaits peuvent toujours échapper au châtiment suprême qu'ils méritent.

LE SPORT

VÉLOCIPÉDIE

Au Vélodrome d'Hiver

Paris, 8 mars. — Tout l'attrait de la réunion d'aujourd'hui, au Vélodrome d'Hiver, reposait sur le match Baugé-Tom-Linton, qui se disputait sur 100 kilomètres.

Cette rencontre a été vraiment intéressante, le doublé de l'épreuve était resté incertain jusqu'à la fin.

Dès le départ les deux concurrents partaient à un train fou, tenant tour à tour la tête, mais sans parvenir à se lâcher jusqu'au 70e kilomètre, où Baugé réussissait à prendre un avantage *définitif*.

Le coureur français finissait le parcours premier, avec deux tours d'avance sur son adversaire, battant en outre, le record du monde des 100 kilomètres en 2 heures 12 minutes.

En vours du premier jeu, de nouveau réussi à battre le records de 60 kilomètres en deux heures.

Le handicap de 900 mètres qui ouvrait la réunion, a été gagné par Jacquelin, 2e Desiaves, 3e Fred, 4e Soibud.

CONFÉRENCE

de M. G. Robert

AU CERCLE DÉMOCRATIQUE DE DOUAI

Hier, dimanche, M. Georges Robert, rédacteur en chef du *Progrès du Nord*, a fait la conférence que nous avons annoncé au Cercle démocratique de Douai.

A sept heures, la salle était comble. Nous remarquons dans l'assistance MM. Rault, sous-préfet ; Grout, maire de Douai ; Lirondelle, Limbourg, Bellecourt, Marbot, Foulon, Desmarcle, conseillers municipaux. Citons encore une délégation de la Ligue républicaine de Flines-les-Raches, ayant à sa tête M. Lespagnol, conseiller d'arrondissement, qui s'est fait remarquer par l'énergie de ses applaudissements.

Allocution de M. Hayez

M. Paul Hayez, député, présidait. Il présente le conférencier qui, dit-il, n'est pas un inconnu parmi nous. Tous vous le connaissez, sinon personnellement, du moins de réputation, et pour avoir lu ses brillants articles du *Progrès du Nord*.

Tous, nous avons applaudi à la distinction que le gouvernement lui a récemment accordée.

Nous connaissons tous ses dévoués services qu'il a rendus à la République et à la démocratie.

M. Hayez remercie M. le sous-préfet de Douai d'être venu présider à cette réunion républicaine, et de continuer ainsi les relations d'amitié qui unissaient son prédécesseur aux républicains qui composent le Cercle démocratique.

Il remercie aussi M. Grout, le vénéré maire de Douai, qui consacre sa belle vieillesse à la défense des intérêts de la République à laquelle il a voué son existence entière.

Il ne veut pas faire attendre davantage l'auditoire et il donne la parole au conférencier.

Discours de M. Georges Robert

M. Georges Robert dit qu'il a été heureux de répondre à l'appel qui lui a été adressé et de venir exposer ses idées sur la politique républicaine parmi ces républicains de Douai, dont le Cercle démocratique est l'organe, et où il sait que nous accueillerons favorablement les idées libérales, les *sentiments progressistes*, les aspirations généreuses qui emportent notre siècle vers un avenir de progrès incessant, de justice plus élevée, de solidarité sociale plus fraternellement comprise et pratiquée.

Il remercie le président du Cercle, M. Marlot, qui a pris l'initiative de cette conférence ; M. Paul Hayez, qui a accepté de la présider, et il rend hommage à l'activité et au dévouement de notre vaillant député, qui a pris une place importante à la Chambre et dont l'autorité grandit de plus en plus.

M. Robert salue aussi M. le sous-préfet et M. Grout dont, il y a quinze ans déjà, il faisait le portrait en plusieurs qu'il retrouve aujourd'hui toujours aussi ardent à la lutte républicaine, toujours solide au poste, consacrant ses dernières forces à la cause de la *République et de la* liberté.

La République progressiste

Auprès de ces représentants autorisés de notre parti, dit l'orateur, je ne ne suis moi-même qu'un humble soldat de la démocratie ; mais je m'efforcerai de suppléer à l'autorité qui me manque par l'ardeur de mes convictions, et j'espère, notamment, faire passer en vous cette conviction profonde qui est la mienne : que la République sera progressiste ou qu'elle ne sera pas.

L'opportunisme

Et par là, Messieurs, je n'entends pas préconiser des solutions révolutionnaires, ni l'adoption d'idées hasardeuses qui ne peuvent que causer au peuple de cruelles déceptions et provoquer de redoutables réactions.

Elève à l'école politique de Gambetta et de ses amis, ancien collaborateur de Jules Ferry, je sais le danger des mesures hâtives et précipitées, et bien de repoudre l'épithète d'opportuniste, dont nos adversaires nous gratifient avec une intention malveillante, je la revendique hautement, car l'opportunisme est la condition essentielle de la politique, et il n'y a pas de réformes décisives et durables, si elles ne sont adoptées d'une façon opportune et en temps opportun.

Mais qui dit opportunisme ne dit pas immobilité. De ce que nous repoussons les idées chimériques, de ce que nous ne voulons pas tout faire à la fois, de ce que, comme le conseillait Gambetta, nous voulons sérier les questions, il ne s'ensuit pas que nous ne voulions rien faire.

Loin de là. Nous avons conscience que l'œuvre républicaine n'est pas complétement accomplie, et que nous devons la poursuivre sans relâche.

La République

La conférencier montre la République, après vingt-six ans, toujours debout, et il en conclut sans d'existence réelle, arrivée non pas à son déclin et à sa décadence, comme certaine la disent, mais à sa pleine force et à sa maturité.

Il convoque la France républicaine aux nations monarchiques d'Europe qui l'entourent, et il s'écrie : Ce n'est pas un spectacle banal, au milieu de la vieille Europe monarchique et réactionnaire, que celui d'une République sûre et puissante, tenant seule le flambeau de la liberté et de la justice humaine, répandant autour d'elle son rayonnement démocratique, et tous, ou, des quatre coins du monde, les peuples opprimés se tournent dans un élan de sympathie et de respect, dans un tressaillement de fraternelle espérance.

Et l'orateur montre la réaction triomphante partout, le libéralisme écrasé, en Angleterre, en Allemagne, en Espagne, en Belgique, et la France seule restant invariablement attachée à la liberté et au progrès démocratique.

Liberté, Egalité, Fraternité

M. Georges Robert rappelle l'immortelle devise de la Révolution française, dont la France, depuis un siècle, poursuit, à travers mille vicissitudes, la réalisation.

La première République, dit-il, nous a donné l'égalité sociale, en abolissant les privilèges et les castes, en déclarant tous les Français égaux devant les emplois et les fonctions de l'Etat.

La République de 1848, trop tôt arrêtée dans ses aspirations généreuses, nous a donné l'égalité politique, en établissant le suffrage universel.

La troisième République nous a donné la liberté : liberté de la presse, de réunion, libertés ouvrières, liberté de conscience.

Il reste à faire passer dans les faits et dans les actes le troisième terme de la devise de 1789 : la Fraternité.

L'œuvre de demain

C'est là, dit l'orateur, l'œuvre qui s'impose, à l'heure actuelle, à notre République.

La tâche est certes difficile au milieu des intérêts qui se heurtent et qui se cloquent, au milieu des égoïsmes aux yeux et des impatiences mal contenues des autres. Et selon le mot dont vous marchez, vous êtes accusé par les uns de *ne vouloir rien faire pour la démocratie*, par les autres de bouleverser le pays aux socialistes.

M. Robert fait justice de cette dernière accusation des cléricaux qui, dans ces dernières années n'ont cessé de flirter avec les socialistes, de faire leur jeu, de se servir d'elles, de dupes petites collectivités comme MM. Lafargue et Defontaine, qui offraient naguère l'hôtel-de-ville de Lille au parti ouvrier, et qui aujourd'hui, faisant une brusque volte-face, accusent les républicains progressistes d'être les fourriers du socialisme,

Les pauvres gens

Mais si nous répudions les chimères du communisme, si nous restons inébranlablement attachés au principe de la propriété individuelle, sauvegarde du progrès, de l'initiative, et de la liberté, nous sommes toutefois entraînés vers ces hommes qui souffrent et qui souffrent dans notre organisation sociale défectueuse, nous sommes obsédés par le spectacle de tant de misères et de souffrances immérités, et nous avons une préoccupation constante, un désir ardent et impérieux : celui de venir en aide aux petits, aux humbles, aux déshérités, de leur donner une main secourable, et, comme le disait M. Félix Faure à Lyon, de les aider à parcourir le chemin de la vie, pour eux si dur et parfois si cruel.

Il faut de faire ainsi la courte échelle au socialisme révolutionnaire, nous croyons l'enrayer et le canaliser. Car nous n'aurons raison des utopies socialistes qu'en allant faire travailler, *par en acquittant*, la dette sacrée que la République a contractée envers eux.

Solidarité sociale

L'orateur trace à grands traits ce que doit être la solidarité sociale dans une société démocratique : au début de la vie, d'abord, en diminuant les inégalités du point de départ, en ne laissant point des enfants livrés à la misère : au cours de l'existence, *en atténuant l'âpreté de la lutte des intérêts*, en assurant le fort d'écraser le faible en aidant ceux qui tombent à se relever et à panser leurs blessures ; au soir de la vie, enfin, en assurant un repos honorable à ceux que toutes ses forces, tout ce qu'il y avait en lui de production et de vitalité, un foyer pour reposer sa tête et le pain de ses vieux jours.

Le ministère Bourgeois

C'est parce que le ministère Bourgeois a su reconnaître et proclamer bien haut les devoirs nouveaux qui s'imposent à la République, qu'il a été accueilli avec tant de faveur, avec tant d'enthousiasme par le pays. Les socialistes eux-mêmes ont été entraînés et ont dû suivre le courant populaire.

M. Robert rappelle les *acclamations* qui assurent, en ce moment, dans le midi de la France, le nom de président de la République et celui du président du Conseil.

Il dit que pour sa part, il avait rêvé d'un ministère de de concentration républicaine, mais qu'il a pu constater que les Radicaux, qui combattrede parti-pris, et dès le premier jour, un ministère républicain, sous prétexte qu'il ne répondait pas exactement à son espérance et à son idéal.

Il l'a attendu à son programme et à ses actes, et sous ce rapport il est impossible d'adresser au cabinet actuel aucun reproche.

M. Bourgeois, soit dans les manifestations révolutionnaires du Père-Lachaise, soit vis-à-vis de l'anarchiste Kropotkine, s'est montré plus énergique que nous aurions voulu. Il a refusé de céder aux sommations des socialistes, qui le mettaient en demeure d'opérer des coupes sombres dans le gouvernement administratif. Il a, en effet, assez à épurer parmi les fonctionnaires cléricaux, sans que nous nous entredéchirions entre républicains.

Aussi bien, M. Bourgeois, à diverses reprises, a répudié le concours des socialistes ; il a limité les frontières de sa majorité, à droite par les droitiers et les ralliés, à gauche par les collectivistes.

Le programme du cabinet

L'orateur passe en revue les divers articles du programme ministériel. Il dit que ce programme n'est autre que celui du vieux parti républicain.

Il insiste sur la question de l'impôt sur le revenu. Tout le monde, dit-il, est d'accord pour reconnaître que nos impôts sont défectueux, qu'ils sont mal répartis, injustes, que le payeur paie proportionnellement beaucoup plus que le riche.

Mais quand on présente un nouveau système, tous les intérêts lésés protestent et se révoltent.

Et l'on trouve mille défauts à la combinaison proposée.

Il faut cependant aboutir.

Le ministère des finances a déclaré que son projet n'était pas intangible. Si ceux qui le critiquent ont quelque chose de mieux à proposer, qu'ils le disent. Mais le pays ne comprendrait pas qu'après une longue attente, il fût frappé d'une cruelle déception, que les socialistes exploiteraient contre le parti républicain.

L'union des républicains

Le conférencier croit que l'union des républicains doit se faire sur ce programme démocratique du cabinet.

Il raconte la venue à Lille, il y a huit mois, de MM. Bourgeois et Barthou, et il explique que le langage des deux éminents orateurs fut à peu près le même, que tous deux se déclarèrent d'accord sur, « les questions essentielles » selon l'expression même de M. Barthou, et pour la réalisation des réformes sociales.

Il espère que les malentendus de l'heure présente disparaîtront, et que les modérés hésiteront à précipiter le pays dans une nouvelle crise, grave entre toutes, et dont on ne pourrait prévoir les suites.

Les modérés reprochent au cabinet d'être le *prisonnier des socialistes, ce contre quoi* M. Bourgeois se défend énergiquement ; mais il est un moyen bien simple de le dégager : qu'ils entrent dans la majorité, qu'ils fassent eux-mêmes le ministère présidentiel. Et M. Bourgeois, j'en suis sûr, nous accueillera, se laissera faire douce violence.

M. Félix Faure

L'appui accordé par M. le Président de la République au gouvernement, et qui s'est manifesté si nettement au cours du présent voyage présidentiel, a d'ailleurs une signification considérable.

M. Félix Faure, qui a pourtant été élu par les modérés et par les droitiers, domine, dans la haute situation qu'il occupe, *au-dessus* du jeu des *passions des partis*, et il est *mieux* placé que personne pour entendre la voix du pays.

Et c'est certainement pour répondre au sentiment populaire, qu'il a cru devoir s'associer à la politique poursuivie par M. Bourgeois et ses collègues.

Sa franchise et sa loyauté lui valent les attaques des journaux réactionnaires. Mais il peut les dédaigner car le peuple est avec lui.

Les deux politiques

En résumé, deux politiques sont en présence : la politique de réaction ou de *statu quo*, défendue par toute la presse cléricale, par les hommes des anciens partis, par les représentants de tous les intérêts et de tous les égoïsmes du passé ; et la politique de progrès social, de solidarité *humaine, de fraternité, qui a pour elle la majorité* des républicains à la Chambre, le gouvernement, le président de la République et l'approbation manifeste du pays.

Est-il un véritable républicain qui puisse hésiter ? En est-il un seul qui puisse consentir à se jeter dans les bras du cléricalisme, à s'allier et se solidariser avec cette Eglise dominatrice, qui poursuit sous ouvert d'intolérance et de tyrannie, à l'aide toutes les métamorphoses, de tous les subterfuges et de toutes les duplicités.

Messieurs, laissons l'Eglise à son œuvre du passé, à sa défense des opinions égoïsmes, à sa mission d'écrasement des petits.

Pour nous, républicains, tournons les yeux vers l'avenir ; prenons en main les intérêts des faibles et des humbles ; faisons pénétrer dans *nos lois, dans nos mœurs, dans nos cœurs*, les sentiments exprimés par le troisième terme de la devise nationale : la Fraternité ; l'obtenons ; *l'obtenons* ; *l'obtenons* ; *l'obtenons*